

*Questions orales*

**L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et président du Conseil privé):** Monsieur le Président, il conviendrait peut-être davantage que le député explique à la Chambre et aux Canadiens l'irresponsabilité dont il fait preuve par sa façon de poser la question. C'est lui, non le gouvernement, qui a dit que 3 000 emplois seraient perdus. Ce chiffre a été carrément rejeté et contesté par les dirigeants de la compagnie.

**M. Nunziata:** C'est une note de service du gouvernement qui le dit.

**M. Mazankowski:** Peut-être voudra-t-il reconsidérer ses questions dans ce contexte. Encore une fois, non seulement les faits allégués par le député sont-ils inexacts, mais il agit de façon irresponsable, ce qui est normal chez lui.

\* \* \*

● (1200)

**LE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL****LE NORD DE L'ONTARIO—LE PLAN DE RELANCE ÉCONOMIQUE—  
LA DATE DE L'ANNONCE**

**M. John Parry (Kenora—Rainy River):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au vice-premier ministre. Elle a trait au programme de relance économique pour le nord de l'Ontario. Le vice-premier ministre sait que huit mois se sont écoulés depuis que le solliciteur général l'a annoncé et que, à quatre reprises à la Chambre, le vice-premier ministre a promis ce programme de relance économique. Comme trois semaines ont passé depuis que le vice-premier ministre a déclaré la dernière fois que le programme serait annoncé très bientôt, je voudrais qu'il dise aux députés et aux Canadiens quand il sera présenté?

**L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et président du Conseil privé):** Monsieur le Président, non seulement un programme de relance économique pour le nord de l'Ontario sera annoncé très bientôt, mais il y en aura également un pour les provinces de l'Atlantique et un autre pour la région de l'Ouest.

**M. Parry:** Monsieur le Président, étant donné que c'est la cinquième fois que la question est posée, c'est une réponse peu satisfaisante venant d'un homme qui se vante de porter aussi le nom «Frank», ce qui devrait dénoter de la franchise.

**LE CONTENU ÉVENTUEL DU PLAN**

**M. John Parry (Kenora—Rainy River):** Le vice-premier ministre sait que les prestations d'assurance-chômage pour les employés mis à pied aux mines Griffith à Ear Falls seront épuisées cette semaine. A quoi peut s'attendre la population du nord de l'Ontario quand le programme sera annoncé?

**L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et président du Conseil privé):** Monsieur le Président, ils peuvent compter obtenir un traitement exceptionnel pour leur région, car un gouvernement fédéral reconnaît enfin que le nord de l'Ontario éprouve des problèmes, qu'il a des défis à relever et

des possibilités particulières à exploiter. Si le député veut bien être encore un peu plus patient, je lui donnerai de franches explications quand l'annonce sera faite.

\* \* \*

**L'ENVIRONNEMENT****LES NÉGOCIATIONS AVEC LES ÉTATS-UNIS À PROPOS DES  
ÉMISSIONS ACIDES TRANSFRONTALIÈRES**

**L'hon. Chas. L. Caccia (Davenport):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures qui, j'en suis sûr, y répondra comme à l'accoutumé de manière non partisane. Elle porte sur le fait qu'en janvier dernier, le ministre de l'Environnement demandait aux États-Unis de réduire de moitié les émissions acides transfrontalières d'ici à 1994. La semaine dernière, à l'issue d'une réunion des fonctionnaires canadiens et américains à Washington, on apprenait que le gouvernement du Canada était devenu plus flexible et qu'il n'exigeait plus ce qu'avait réclamé le ministre de l'Environnement.

Pourquoi le gouvernement donne-t-il l'impression de renoncer à sa position dès la première séance de négociation à Washington?

**Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures):** Monsieur le Président, je m'efforce de donner des réponses non partisans aux questions non partisans. Je cherche à trouver un élément non partisan dans cette question. La meilleure réponse consiste peut-être à dire que nous estimons que des progrès ont été accomplis lors de la dernière réunion qui avait été organisée en partie pour essayer de donner un cadre officiel au genre d'accord dont a parlé le président des États-Unis dans le discours qu'il a prononcé ici, à la Chambre. Nous avons appris qu'il ne fallait pas crier victoire tant que nous n'avions pas d'accord officiel. Toutefois, les députés doivent admettre en toute équité que sur cette grave question des pluies acides, l'administration américaine a accompli quelques timides pas dans la bonne direction. Nous croyons certes qu'il importe de pousser à la roue plutôt que de se retirer des négociations par découragement.

**M. Caccia:** Je me réjouis de la dernière phrase de la déclaration du secrétaire d'État aux Affaires extérieures et je le félicite du discernement dont il a fait preuve dans sa réponse.

**LA POSITION CANADIENNE**

**L'hon. Chas. L. Caccia (Davenport):** Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Clark) est-il en mesure de nous promettre dès maintenant que le gouvernement du Canada ne reviendra pas sur sa position telle que l'a exposée le ministre de l'Environnement en novembre dernier, à savoir qu'il ne renoncera pas à exiger des États-Unis qu'ils réduisent de moitié les émissions donnant lieu à des précipitations acides transfrontalières d'ici à 1994?